

N° 5274¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE,
DES POSTES ET DES TRANSPORTS**

(27.4.2004)

La Commission se compose de: M. John SCHUMMER, Président-Rapporteur; MM. Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Mmes Mady DELVAUX-STEHRÉS, Agny DURDU, MM. Camille GIRA, Marcel GLESENER, Fernand GREISEN, Norbert HAUPERT, Marcel SAUBER et Marc ZANUSSI, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 14 janvier 2004 par le Ministre de l'Economie. Le 16 juillet 2003, il a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. La Haute Corporation a émis son avis le 25 novembre 2003. La Chambre de Commerce a émis son avis en date du 2 décembre 2003.

Lors de sa réunion du 18 mars 2004, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports a désigné son Président John Schummer comme rapporteur du présent projet de loi et a procédé à un premier examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat. Ladite Commission a adopté le présent rapport lors de sa réunion du 27 avril 2004.

*

II. LE SECTEUR DE GAZ NATUREL AU LUXEMBOURG

Le Luxembourg importe 100% de ses besoins en gaz naturel. Ces importations s'opèrent à partir du réseau interconnecté belge, allemand et français de gaz naturel de provenance d'Algérie, des Pays-Bas, de Norvège et de Russie.

Les ventes de gaz naturel connaissent une demande croissante depuis son introduction en 1972. Ainsi, la contribution de cette source d'énergie aux besoins du Grand-Duché de Luxembourg est de l'ordre de 27% (consommation brute d'énergie).

Actuellement, presque l'entièreté du gaz naturel consommé au Luxembourg est importée par la SOTEG S.A. (Société de Transport de Gaz), constituée en 1974 suite à la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel. Les actionnaires de SOTEG sont actuellement l'Etat Grand-Ducal (21%), le groupe ARCELOR (20%), Ruhrgas (20%), la Cegedel (19%), Saar Ferngas (10%) et la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (10%).

La société SOTEG est chargée de l'importation, du transport et de la fourniture de gaz naturel. De ce fait, elle fournit et vend du gaz naturel directement à des clients industriels et aux distributeurs publics. La distribution locale est assurée par l'Usine à gaz de la Ville de Luxembourg, par l'Usine à gaz de la

Ville de Dudelange, par la société SUDGAZ S.A. ainsi que par la société LUXGAZ Distribution S.A. Ces distributeurs publics assurent la fourniture de gaz naturel aux PME et aux clients ménagers situés sur le territoire des communes qu'ils couvrent.

La loi du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel a transposé en droit national la directive 98/30/CE du Conseil et du Parlement européen concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel. Cette directive vise à établir progressivement un marché européen du gaz naturel concurrentiel et compétitif, sans discrimination pour ce qui est des droits et des obligations des entreprises agissant dans le secteur du gaz naturel, tout en garantissant aux Etats membres une liberté d'action certaine. Le degré d'ouverture du marché luxembourgeois est actuellement de 74,1%. Confrontée aux dispositions de cette loi en introduisant la dissociation comptable et en proposant des tarifs réglementés pour l'accès des tiers au réseau, l'intégralité du gaz naturel consommé n'est plus nécessairement importée par SOTEG, mais également d'autres fournisseurs peuvent utiliser les réseaux de SOTEG pour importer du gaz naturel au Luxembourg.

En 2003 la consommation totale en gaz naturel au Luxembourg s'est élevée à 1,182 Mrd. m³. Cette consommation correspond à 26,91% de la consommation brute d'énergie et à 18,77% de la consommation finale d'énergie au Luxembourg en 2003. Cette quantité de 1,18 Mrd. m³ correspond à environ 0,3% de la consommation européenne.

*

III. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la modification de la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel. Cette loi avait mis en place la société anonyme SOTEG qui alimente le Luxembourg en gaz naturel. Les modifications consistent d'une part à autoriser la société à réévaluer son réseau de gaz naturel afin de renseigner celui-ci dans les livres à sa valeur réelle avant de renoncer à ses privilèges fiscaux accordés par la loi du 27 novembre 1973 et de passer au régime d'imposition de droit commun et à l'abandon du recours possible à la garantie de l'Etat. Finalement, les auteurs profitent de ces modifications pour supprimer une imprécision qui avait donné lieu à des interprétations divergentes dans le passé. De ce fait les cinq derniers mots du point 1) du quatrième alinéa de l'article 2 de la loi précitée du 27 novembre 1973 sont supprimés.

La société SOTEG jouit actuellement des exemptions fiscales suivantes prévues par l'article 5 de la loi du 27 novembre 1973:

- la société n'est assujettie à l'impôt sur le revenu des collectivités que sur les bénéfices distribués aux actionnaires;
- la société est exempte de l'impôt sur la fortune actuellement en vigueur, ainsi que de tout impôt sur le capital ou impôt foncier qui pourrait être institué par la suite au profit de l'Etat;
- la société bénéficie actuellement d'une exemption de 50% de la cote d'impôt commercial communal.

Afin d'être conforme aux règles européennes, la société demande à abandonner son statut fiscal privilégié et à passer au régime normal d'imposition. La nécessité de ces modifications découle principalement des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel inscrites dans la directive européenne 98/30/CE du 22 juin 1998. Cette directive vise à atteindre une transparence maximale et à éliminer toute discrimination entre les différents acteurs du marché. *„Etant donné cette directive et, a fortiori, la loi du 6 avril 2001 permettant également à d'autres fournisseurs potentiels de gaz naturel d'offrir leurs services à une clientèle luxembourgeoise sans pourtant pouvoir profiter d'un statut fiscal comparable, la société SOTEG se trouve dans une situation privilégiée et discriminatoire par rapport à ces nouveaux acteurs du marché.“*

Afin de renseigner la valeur de son réseau de gaz naturel dans les livres de la société à sa valeur réelle, SOTEG voudrait procéder à une réévaluation de celui-ci avant de passer au régime d'imposition de droit commun. Cette réévaluation s'avère nécessaire pour que le tarif d'utilisation du réseau de transport soit basé sur les coûts réels. Le tarif d'utilisation du réseau de transport du gaz naturel en question est en effet basé essentiellement sur la charge d'amortissement de ce réseau de gaz. L'Institut Luxembourgeois de Régulation constate notamment dans un avis *„que le réseau de transport de gaz naturel est largement sous-évalué dans les livres de la société SOTEG par rapport à sa durée de vie économique“*.

Afin que la société SOTEG puisse procéder à cette réévaluation, il y a lieu d'amender la loi du 27 novembre 1973. La plus-value dégagée lors de cette opération serait exempte d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal. L'article 35, alinéa 4 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) qui vise l'assujettissement à l'impôt luxembourgeois d'une entreprise auparavant non imposable au Grand-Duché justifie une telle réévaluation en exemption d'impôt.

Pour la description de la méthode d'évaluation, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports se permet de renvoyer le lecteur averti à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, une nouvelle directive européenne en termes de libéralisation du marché du gaz naturel (la directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 98/30/CE) prévoit, à côté de la séparation comptable, également une séparation juridique des activités de transport et de commercialisation sur le marché du gaz naturel. Cette séparation aurait cependant entraîné une hausse importante des frais administratifs pour une petite entreprise comme la SOTEG. Le législateur européen n'envisageant aucune-ment de créer des coûts supplémentaires exagérés, une dérogation à ce principe de séparation juridique demandée par les autorités luxembourgeoises a été acceptée par le Conseil des ministres de l'Energie en novembre 2002 et a donc été inscrite dans la directive 2003/55/CE. Dans ce contexte la SOTEG renonce à filialiser sa branche d'activité transport de gaz naturel avant de passer au régime d'imposition de droit commun, car elle juge opportune de „garder une structure unique et ce dans un but de limitation des coûts qui, in fine, reviennent à la collectivité par le biais du tarif de transport“.

*

IV. LES AVIS

Dans son avis du 2 décembre 2003, la Chambre de Commerce marque son accord avec le présent projet de loi, tout en formulant quelques remarques. Ainsi, la Chambre tient à rappeler que tout en comprenant les motifs du Gouvernement luxembourgeois d'intervenir auprès des autorités européennes, „la séparation juridique des activités de transport et de commercialisation est considérée comme une étape supplémentaire dans le sens d'une meilleure transparence et d'une amélioration des conditions de concurrence“. Cette séparation pourrait donc être dans l'intérêt des consommateurs de gaz naturel.

En ce qui concerne la réévaluation du réseau, la Chambre craint que les amortissements accrus pourraient se traduire par une hausse des tarifs réseau. Dans ce contexte, la Chambre insiste à ce qu'elle ne peut qu'approuver le présent projet de loi sous condition que les tarifs ne seront pas affectés. Elle constate cependant avec satisfaction que les nouveaux tarifs calculés sur base de la réévaluation du réseau telle que prévue n'ont pas subi d'augmentation.

Le projet de loi sous rubrique éliminant une discrimination contraire aux règles européennes, le Conseil d'Etat approuve dans son avis du 25 novembre 2003 les nouvelles dispositions, tout en admettant „qu'il ne saurait se prononcer sur le montant de la réévaluation“. Mis à part cette remarque, le Conseil d'Etat se contente de formuler des modifications d'ordre rédactionnel.

*

Compte tenu des remarques qui précèdent, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports propose à la Chambre des Députés de voter le texte dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel

Art. 1er. Les cinq derniers mots du point 1) du quatrième alinéa de l'article 2 de la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel sont supprimés.

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 3 de la même loi est supprimé.

Art. 3. Avec effet au 1er janvier 2003, l'article 5 de la même loi est remplacé comme suit:

„**Art. 5.** La société a le droit de procéder à une réévaluation du réseau de gaz naturel, y inclus toutes les installations mécaniques et ouvrages nécessaires pour l'entretien et l'exploitation de ce réseau, et exploité par elle. Cette réévaluation est applicable au 1er janvier 2003. Les éléments d'actif concernés sont réévalués à leur valeur d'exploitation qui est de € 49.441.165 supérieure à leur valeur comptable au 31 décembre 2002.

La plus-value dégagée lors de cette réévaluation est exempte de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal.“

Luxembourg, le 27 avril 2004

Le Président-Rapporteur,
John SCHUMMER